

Les Personnels du  
Collège André Chénier,  
2, Rue Diderot,  
78200 Mantes la Jolie

À Mantes la Jolie,  
Le 5 Novembre 2020

À Monsieur le Ministre de L'Éducation Nationale,  
de la Jeunesse et des Sports,

Sous couvert de  
Madame la Rectrice du Rectorat de Versailles,

Sous couvert du  
Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale des Yvelines,

Sous couvert de Monsieur Versailles,  
Principal du collège André Chénier,

Monsieur le Ministre,

Nous attirons votre attention sur la situation de notre collège, sur nos conditions de reprise et sur notre responsabilité que nous engageons au quotidien. Notre constat et notre discours vont à l'encontre de ce que vous dites et répétez dans les médias.

Nous déplorons un soutien inexistant auprès des collègues, une absence d'empathie, une reprise chaotique, catastrophique : les changements de modalités à la dernière minute n'ont pas permis de préparer une rentrée sereine et à la hauteur de l'institution pour laquelle nous sommes dévoués. La solidarité entre collègues dans un tel moment d'émotion n'a pas été prise en charge par l'institution.

Nous avons subi ordres, contre-ordres résultant du désordre au niveau ministériel :

- donc au niveau du rectorat ;
- donc au niveau des directions académiques ;
- donc au niveau local.

Il était primordial pour nous de retrouver les élèves et de les accueillir le matin afin de participer à l'hommage en l'honneur de Samuel Paty.

Quand nous avons (malgré ce contexte) constaté que ni le protocole sanitaire n'était renforcé, ni les mesures vigipirate « alerte attentat » n'étaient véritablement applicables dans notre établissement, nous nous sommes mis en grève l'après-midi du 02 novembre.

Nous développerons notre propos en quatre axes :

1. L'organisation de l'hommage malgré le manqué de l'Institution.
2. Le bilan des différentes reprises depuis mai dernier.
3. Le malaise généralisé de notre profession.
4. Quelles perspectives pour demain ?

S'agissant de l'hommage à notre collègue assassiné, nous regrettons une communication peu claire, relayée par des biais non officiels (la plupart des informations ont été transmises par les médias et non par les autorités compétentes), des changements d'organisation mal communiqués,

une impossibilité de nous préparer en équipe pour avoir un discours adapté aux particularités de notre établissement, un manque de temps en équipe pour articuler la reprise et l'hommage. Nous avons appris par les médias que 2h de préparation étaient prévues avec une rentrée décalée à 10h pour les élèves. Un grand nombre de chefs d'établissements ont envoyé un courrier en ce sens pour avertir les parents d'élèves. Nous nous attendions par conséquent à ce moment collégial de concertation pour apprendre 48 heures avant la reprise que ce temps n'aurait pas lieu, remettant en cause le peu de certitudes que nous avions jusqu'alors.

L'organisation de ce temps a été gérée dans la précipitation. Au vu du manqué institutionnel, le délégué syndical SNES-FSU et l'équipe ont dû négocier dans l'urgence avec le chef d'établissement afin d'obtenir de lui une lecture de la lettre de Jean Jaurès en hommage à notre défunt collègue, de manière collégiale devant l'ensemble des personnels et élèves dans la cour, dans le respect du protocole sanitaire. Ce moment a permis de montrer notre unité, notre force commune dans le respect des valeurs républicaines, contrairement à ce qui était préconisé par vos services.

À ce stade, si notre seule préoccupation avait été l'hommage dû à notre collègue, nous aurions repris notre service, certes le cœur lourd, mais avec loyauté. Nous aurions souhaité ne pas faire de vague, Monsieur le Ministre, mais le vase est plein et vos agents sont submergés par l'émotion, les problèmes qui s'accumulent et l'exaspération qui en résulte.

Depuis mai 2020, les protocoles sanitaires se succèdent. Un protocole que vous annoncez « renforcé » est présenté dans le cadre de la deuxième vague épidémique, plus virulente encore que la précédente aux dires de Monsieur le Président. Il n'a de « renforcé » que l'effet d'annonce auprès des médias et des parents d'élèves que vous trompez. Comme toujours, depuis le début de la crise sanitaire, il est demandé aux chefs de service et aux équipes de se préparer dans l'urgence, sans temps de concertation possible. Sur le terrain, dans la pratique quotidienne et grâce à notre expertise professionnelle, nous, Professeurs, nous rendons compte de vos contradictions et de vos erreurs à notre sens, non assumées.

Il nous semble peu cohérent d'être en confinement sanitaire nationalement, dans un contexte de circulation active du virus, alors que nous, personnels et usagers, nous retrouvons à la rentrée sans aucune protection renforcée, sans consignes sécuritaires et sanitaires applicables.

Considérant que les équipes n'ont pas eu de retour sur la toxicité évoquée des masques DIM fournis depuis mai 2020, nous nous interrogeons légitimement sur la fiabilité des nouveaux masques distribués aux agents. Nous réclamons donc des masques chirurgicaux à l'efficacité attestée.

Les conséquences de cette période sur la santé des personnels ne semblent pas être connues, mais leur impact psychologique accentue la difficulté de l'exercice de nos pratiques.

La crise sanitaire s'installant dans la durée, nous souhaitons avoir un protocole applicable dans notre établissement et la mise en place de ce qui nous semble être en cohérence avec le respect d'un protocole sanitaire digne de ce nom, ainsi que les moyens matériels, techniques et humains qui s'y rapportent. Également aucun protocole sanitaire spécifique n'a été communiqué depuis le mois de mai dernier concernant les CDI de l'ensemble des établissements scolaires.

Au regard de notre expertise professionnelle suite au premier confinement, nous sommes opposés à la remise en place d'un travail en distanciel avec les élèves car jugé inefficace et inconfortable. Nous ne sommes pas prêts et toujours pas équipés pour relever le défi de la continuité pédagogique virtuelle, nos élèves encore moins. Nous travaillons avec nos équipements personnels et cela ne nous a jamais semblé tolérable.

Depuis longtemps, nous vous faisons part de notre malaise, de notre mal-être, nous souhaiterions que ces sentiments ne deviennent pas endémiques à notre profession.

Le 02 novembre, nous, agents de l'État, n'avions pas obtenu d'attestation nominative signée nous autorisant à nous rendre sur notre lieu de travail. Nous avons engagé notre responsabilité civile et pénale pour pouvoir assurer notre mission de service public. Notre dévouement et notre loyauté sont mis à mal avec votre gestion de cette administration. Certains de vos agents malmenés pensent même à quitter cette institution pourtant nécessaire à la vie de la Nation. Vous rendez-vous compte que des personnes sacrifient leur vie personnelle pour la continuité de la Nation ? Et ce d'ailleurs sans aucune reconnaissance en retour : nous constatons par exemple le manque d'enseignants de terrain au Grenelle de l'Éducation. Notre expertise est constamment mise à mal, notre avis n'est jamais pris en compte malgré vos maigres tentatives d'écoute. Nous voyons quotidiennement les incohérences entre vos décisions et leur mise en application parfois très utopique, illusoire. Nous représentons l'État, nous en portons les valeurs. Néanmoins, nous avons parfois honte de le représenter dans de telles conditions et de devoir garder le silence face à des usagers qui souffrent également de ces mêmes conditions de travail.

La mauvaise gestion par le Département des locaux, des services de demi-pension, de l'entretien de notre EPLE n'est jamais contestée par les autorités académiques. Cette situation ne nous permet pas de répondre aux attentes de l'institution en matière de sécurité sanitaire ou vigipirate. Sans compter l'organisation du marché du Val Fourré qui n'offre pas aux personnels des conditions de sécurité optimale pour accéder à leur établissement (rue filtrée par les médiateurs de la Ville ayant eu à plusieurs reprises des propos injurieux face aux personnels ayant besoin de traverser l'entrée du marché pour pénétrer dans l'enceinte du collège, intrusions répétées de personnes travaillant sur le marché qui viennent uriner sous les fenêtres du service vie scolaire et dans les toilettes des élèves). En outre, à ce jour, notre établissement n'a plus la considération du Département concernant de nombreuses réparations sous prétexte de sa fermeture prévue à la fin de l'année scolaire. Comment accepter, en plein contexte vigipirate, qu'un portail ne soit pas réparé ? Que des fuites d'eau proches des circuits électriques perdurent ? Que le système de chauffage ne fonctionne pas dans toutes les parties de l'établissement ? Que certaines fenêtres dans les salles de classe ne s'ouvrent pas alors même qu'on préconise l'aération régulière des locaux ?

Nous sommes sacrifiés matériellement au nom du nouveau collège, nouveau collège non adapté aux réalités du terrain. D'ailleurs quelles garanties avons-nous au regard de la succession des DASEN et de leurs adjoints ? Quel suivi de projet pouvons-nous réellement espérer considérant que, depuis bientôt quatre ans, nous n'avons jamais obtenu de traces écrites des promesses seulement formulées à l'oral ? Les personnels éducatifs, de santé et agents administratifs que vous gérez méritent de savoir quelles sont leurs perspectives professionnelles (maintien des postes, conditions de travail, mutations, mesures de carte scolaire) .

Nous tenions à vous partager notre sentiment d'humiliation publique permanente. Nous avons compris les enjeux actuels de notre profession et les enjeux actuels de société, tant au plan sanitaire, qu'au plan de la sécurité nationale. Nous souhaitons vivement que nos expertises soient entendues afin de nous permettre d'exercer nos missions pour former nos élèves et les accompagner dans leur future vie de citoyens éclairés. Nous sommes persuadés que les valeurs de la République transmises au sein des établissements sont fondamentales afin de faire barrière à l'obscurantisme qui tend à se développer au sein de notre société. Sans moyens financiers, humains, et matériels, nous n'y parviendrons pas.

Les personnels du collège André Chénier